

Les chefs traditionnels face au pouvoir politique

AU Nigeria, comme dans la plupart des pays africains, la rapidité des transformations sociales a souvent entraîné des formes d'évolution politique conflictuelles. Nulle part ailleurs dans le tissu social ce phénomène ne se manifeste mieux que dans les interactions complexes qui existent entre les institutions politiques modernes et traditionnelles. Il suffit d'examiner, même superficiellement, les attitudes des chefs traditionnels, considérés comme les gardiens de ces institutions, pour réaliser la confusion inhérente à ce groupe de dirigeants haut placés : tout en se réclamant d'une légitimité reposant sur des traditions et des coutumes séculaires, ils doivent agir dans le cadre d'institutions modernes étroitement contrôlées par les politiciens, les responsables militaires et de hauts fonctionnaires.

Contrairement aux pronostics de toute une littérature en sciences sociales, les autorités traditionnelles nigérianes ont, sans exceptions, conservé un rôle manifeste dans la vie politique du pays. Qui plus est, au cours des dernières années, elles sont devenues l'un des « groupes d'intérêt » les plus organisés, et les plus bruyants. Ce rôle central a donné à quelques chefs traditionnels influents la vedette dans la vie politique régionale et nationale tout à la fois.

S'il y a une chose que les chefs traditionnels au Nigeria ont faite, c'est bien d'infirmer l'opinion largement répandue que les institutions et, dans ce cas précis, une forme d'autorité fondée sur les coutumes et la tradition sont fondamentalement rigides et conservatrices. Alors qu'ils revêtent, certes, des apparences extrêmement conservatrices, les chefs traditionnels ont fait preuve d'une souplesse et d'une adaptabilité considérables face à une grande diversité de problèmes politiques, que ce soit au niveau national ou local. Comme nous allons le voir, cette flexibilité peut, d'un côté, être attribuée aux caractéristiques d'une nouvelle « race » de chefs tra-

ditionnels influents qui, du fait de leur expérience politique et des professions modernes qu'ils ont exercées, ne sont des « chefs traditionnels » que dans la mesure où ils prétendent tenir leur légitimité et leur autorité d'institutions et de coutumes très anciennes. D'un autre côté, la flexibilité et l'adaptabilité sont devenus un mécanisme de survie fondamental pour les chefs traditionnels considérés à titre individuel, ainsi que pour la chefferie en général.

Élites modernes et élites traditionnelles

Contrairement à leurs prédécesseurs de l'époque coloniale et des années qui suivirent immédiatement l'indépendance, la plupart des chefs traditionnels d'aujourd'hui ont, dans les villes, une bonne formation. Ils ont également, à un moment ou un autre de leur existence, exercé une profession moderne. Sara Berry a montré quelle importance peuvent avoir une formation de haut niveau ainsi que le statut social, lors du choix de l'oba de la petite ville yorouba d'Iree (1). C'est une réalité encore plus sensible dans le cas des grands centres urbains, où quelques-uns des chefs traditionnels les plus influents n'ont abandonné les hauts postes qu'ils détenaient dans la fonction publique que pour devenir émirs, obas, obis ou obangs. Dans les émirats et les royaumes du Nord, la plupart des chefs traditionnels de la génération actuelle ont occupé pendant plusieurs années certains des postes de la fonction publique les plus importants et les plus convoités.

L'émir de Kano, Alhaji Ado Bayero, a par exemple été ambassadeur du Nigeria au Sénégal avant d'être couronné treizième émir peul en 1963 ; l'etsu Nupe, Alhaji Umaru Sanda Ndayako, fut directeur adjoint de cabinet (*Deputy Permanent Secretary*), auteur de nombreux discours du général Yakubu Gowon, chef du gouvernement militaire fédéral de juillet 1966 à août 1975. Le tor Tiv, avocat de son métier, était, jusqu'à son intronisation, président du conseil d'administration de l'une des plus importantes entreprises publiques du pays, la *Nigerian Airways*. Dans l'État de Bendel, l'oba de Benin, diplômé de Cambridge, est demeuré un haut fonctionnaire (*Federal Permanent Secretary*) jusqu'à sa retraite et son couronnement, en mars 1979. Il en va de même pour la majorité des obas des grandes villes Yorouba, qui ont occupé des postes de direction enviables dans la fonction publique, les affaires ou même la politique.

(1) Sara S. Berry, *Fathers Work for Their Sons : Accumulation, Mobility and Class Formation in an Extended Yoruba Community*,

Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1985, pp. 176-187.

Durant la période de la colonisation et les années qui l'ont immédiatement suivie, les chefs traditionnels ont été, dans la plupart des cas, mis au service des intérêts de politiciens puissants. Les événements récents indiquent qu'ils se trouvent actuellement dans un processus d'interactions plus fluides avec les hommes politiques, les responsables militaires, les hauts fonctionnaires et les hommes d'affaires marquants. En effet, la plupart des chefs traditionnels font maintenant partie intégrante de la classe politique dirigeante. Leur statut en tant que fraction influente de cette dernière ne peut plus être attribué à la seule reconnaissance de l'autorité que les valeurs traditionnelles ont conférées aux chefs. Le statut dont ils peuvent se prévaloir provient également des relations étroites qu'ils entretiennent avec des responsables gouvernementaux et des hommes d'affaires qui, grâce à l'accès dont ils disposent et au contrôle qu'ils exercent sur les structures de l'État et sur les institutions privées, sont bien placés pour influencer les chefs traditionnels et les institutions qu'ils représentent.

Les chefs traditionnels ont pendant plusieurs années occupé d'importantes fonctions en tant que politiciens, hauts fonctionnaires ou entrepreneurs ; outre cela, la popularité incontestable dont jouissent les institutions que représentent maintenant ces chefs a rehaussé leur prestige dans la population locale, et renforcé leurs liens avec des personnalités en vue sur le plan régional ou national. Les membres de ce groupe privilégié que sont les chefs sont probablement parmi les hommes les plus puissants du pays, au regard de l'accès direct qu'ils ont à un réseau complexe de responsables influents, d'alliés et de protégés qui étend ses ramifications partout au sein des bureaucraties à l'échelon local, des États ou de la Fédération, ou encore dans les milieux du commerce. Dans les États du Nord, par exemple, les relations entre les personnalités importantes de tous les secteurs et les émirs font de ces derniers l'une des forces les plus puissantes de la politique nigériane contemporaine. Le sultan de Sokoto, l'émir de Zaria, l'émir d'Ilorin, l'émir de Bornu, l'émir de Kano, ou encore l'etsu Nupe, ne sont que quelques-uns des chefs traditionnels qui peuvent accéder immédiatement à une liste sans fin de notables du Nord, tout aussi influents dans le secteur public que privé.

La position particulièrement éminente du sultan de Sokoto, qui, en tant que *Sarkin Musulmi* (Commandeur des croyants) est révééré par des millions de musulmans du Nord nigérian, constitue en quelque sorte un cas de figure extrême de l'influence qu'un chef traditionnel peut avoir sur les puissants du Nigeria. Durant les trente dernières années, le sultan qui vient de décéder a exercé une influence plus importante que ce soit sur les chefs de gouvernement nigériens successifs. Le président Ibrahim Babangida lui-même, malgré son opposition apparente à toute implication directe

des chefs traditionnels dans la politique, s'est rendu à Sokoto pour se faire bénir par le vénérable vieillard (2). L'influence dominante du sultan transparaissait également dans les relations qu'il entretenait avec d'autres grands personnages du Nord, tels que Alhaji Ibrahim Dasuki, le baraden Sokoto (qui lui a d'ailleurs finalement succédé) et Alhaji Shehu Malami, le sarkin Wurno, ou avec Alhaji Ali Umaru Shinkafi, ex-directeur de la Sûreté nationale (*National Security Organisation*), qui fut fait marafin de Sokoto après son mariage avec la fille de sir Ahmadu Bello en 1985.

Des chefs bien peu traditionnels

Dans les États de l'Ouest, l'alliance entre les obas importants et les notables yorouba s'est essentiellement conformée aux clivages politiques issus de la crise de la région de l'Ouest en 1962-63. Le gouvernement UPN (*United Party of Nigeria*) de Bola Ige a soigneusement poursuivi une politique de consolidation du statut d'un partisan d'Awolowo, l'ooni d'Ife, aux dépens de son adversaire l'alaafin d'Oyo, qui, pour des raisons à la fois politiques et historiques, avait soutenu l'aile yorouba du NPN (*National Party of Nigeria*) (3). Tout naturellement, lors de son couronnement en décembre 1980, l'oba Sijuade a montré sa fidélité personnelle à Awolowo en donnant à un village de son « domaine » le nom du leader de l'UPN. Il a aussi honoré Mme Hannah Awolowo, son épouse, en lui conférant le titre traditionnel et prestigieux de « Yeyeoba » (mère de l'oba) : elle devenait ainsi la première femme non originaire d'Ife détentrice d'un titre qui n'avait pas été attribué à quiconque depuis 360 ans (4).

L'ooni d'Ife, Oba Sijuade, selon la manière qui caractérise la nouvelle génération de chefs traditionnels, a efficacement associé des méthodes formelles et informelles pour rehausser son prestige dans tout le pays. A un premier niveau, sa stratégie a consisté à s'identifier aux principaux dignitaires nationaux, et aux détenteurs des grandes fortunes, tout en maintenant des contacts et des rapports constants avec les chefs traditionnels extérieurs au pays yorouba — qu'il considérait comme ses égaux en statut — tels l'émir de Kano et l'obi d'Onitsha. L'oni d'Ife est ainsi devenu l'artisan principal de cette tendance récente dans tout le pays, qui consiste à créer un cercle fermé de chefs traditionnels prestigieux.

(2) *This Week*, 9 novembre 1987.

(3) L'antagonisme entre le groupe de l'alaafin et celui d'Awolowo remonte au conflit aigu qui opposa le père du premier, l'oba Adeyemi II, au gouvernement *Action Group*

de la région de l'Ouest, dirigée par le chef Awolowo, en 1954. Le conflit se termina finalement par l'exil et la déposition de l'alaafin.

(4) *This Week*, 9 mars 1987.

A l'échelon de son État et de l'ancienne région Ouest, l'ooni a essayé d'attirer les obas des villes de moindre importance dans son camp grâce à ses relations étendues, sa richesse et ses ressources, et une habile manipulation des sentiments traditionnels. Lorsqu'il se déplace à l'occasion d'événements nationaux, voire internationaux importants, l'ooni se fait ainsi accompagner d'une suite nombreuse, qui comporte généralement des obas et des chefs de second rang. Qui plus est, agissant d'une façon qui illustre parfaitement son statut de « chef spirituel » et d'« éminent chef du pays yorouba », il a entrepris une tournée générale dans les villes yorouba, supplantant généralement en prestige les obas chez qui il se rendait. Ces visites de politesse ont pris une dimension inhabituelle en 1985 lorsque l'ooni s'est rendu, avec force publicité, en visite officielle dans la république du Bénin, afin de forger une alliance et d'exprimer avec éclat sa solidarité avec les chefs de ce pays, et en particulier ceux de tradition yorouba. Ce voyage, sans précédent, fut un immense succès qui de ce fait a rehaussé sa réputation de chef spirituel des Yorouba quel que soit leur lieu de résidence.

Bien que nettement orienté dans le sens de l'axe politique de l'ex-UPN, l'ooni a sérieusement tenté de dissimuler ces attaches en prouvant régulièrement et de façon inattendue qu'il était capable d'évoluer dans des cercles politiques différents. En tant que « guide spirituel » des Yorouba, il a toujours donné l'impression d'être, en quelque sorte, au-dessus des mouvements politiques partisans et séparatistes qui existent dans la région. Son large réseau d'amis influents, de partenaires en affaires et d'alliés divers comporte des hommes aux affiliations politiques aussi diverses que le président national de l'ex-NPN, A. Akinloye, l'ex-gouverneur UPN de l'État d'Oyo, Bola Ige, ou encore l'émir de Kano, un farouche défenseur du NPN. Cet assortiment d'amis et d'alliés s'est ainsi trouvé réuni aux funérailles de l'épouse de l'ooni à Londres en septembre 1986, auxquelles assistaient des personnalités telles qu' Akinloye, Justice Atinuke Ige, épouse de l'ex-gouverneur UPN de l'État d'Oyo, et Wole Awolowo, le fils d'Obafemi.

Le réseau de relations de l'oba Sijuade n'est pas limité aux chefs traditionnels et aux politiciens, car il s'est fait des amis et des alliés personnels dans de nombreuses universités à travers tout le pays. Il a ainsi établi beaucoup de liens avec l'université d'Ife, dont les principaux responsables ont reçu de lui des titres de chefferie — c'est le cas du vice-chancelier, le professeur Wande Abimbola, mais aussi du secrétaire et de l'intendant de l'université. L'oba Sijuade a reçu à son tour un doctorat *honoris causa* en droit civil, le 24 juillet 1987. Lors de la cérémonie de remise du diplôme — expression parfaite s'il en est des solidarités dont il dispose, ainsi que de son prestige — il est significatif que l'on ait vu converger vers Ife des

personnalités royales telles que l'émir de Kano, l'obi d'Onitsha, l'etsu Nupe et l'otaru d'Auchi.

L'ooni a également recherché une reconnaissance sociale auprès de certaines personnalités étrangères influentes et, en une occasion au moins, s'est impliqué dans les délicates affaires de la politique internationale et de la diplomatie. En août 1984, l'Ooni et le diplomate chevronné qu'est l'émir de Kano ont visité Jérusalem et ont été reçus en visite officielle par les autorités israéliennes. Le Nigeria n'entretenant pas de relations diplomatiques avec Israël, cet événement fut un grand sujet d'embarras pour le gouvernement militaire du général Buhari. A leur retour, le gouvernement saisit leurs passeports et les assigna à résidence dans leurs villes respectives pendant les six mois suivants (5). Plus récemment, l'ooni a tenté d'étendre son influence sans quitter son propre pays, en conférant des titres honorifiques à nombre d'invités étrangers de prestige, ainsi qu'à des diplomates, tels le gouverneur de l'État d'Ohio, l'ambassadeur de Cuba à Lagos, et l'ambassadeur du Bénin (6).

Sur le plan formel, cinq mois s'étaient à peine écoulés depuis son accession au trône d'Ife, le 26 mai 1984, que l'oba Sijuade organisait un grand rassemblement des obas du pays yorouba. S'y retrouvèrent un grand nombre d'éminents obas et ses deux remarquables collègues, l'émir de Kano et l'obi d'Onitsha. D'une manière quelque peu exagérée mais significative, le journal d'opposition, le *Sunday Concord*, déclarait alors :

« Le grand rassemblement était destiné à fournir à l'ooni un marchepied devant lui permettre d'asseoir sa suprématie sur tous les autres obas et les dirigeants traditionnels, pas seulement du pays yorouba, mais encore dans tout le pays et sur tout l'ensemble de la race noire. » (7)

Naturellement l'alaafin, qui bénéficiait déjà d'une reconnaissance nationale avant que ne soit nommé l'oba Sijuade, et qui, comme l'ooni, avait quelques prétentions à jouer un rôle dirigeant parmi les obas yorouba, vit dans ces initiatives une manœuvre délibérée pour miner son prestige et son statut dans la région (8). L'alaafin réagit au prestige croissant de l'ooni en recherchant l'assistance, facile à mobiliser, d'anciens notables yorouba du NPN inquiets devant ce regain de popularité du groupe Awolowo, susceptible de miner

(5) *West Africa*, 27 août 1984.

(6) *African Guardian*, 20 juin 1988.

(7) *Sunday Concord*, 25 janvier 1985.

(8) Ainsi, avant la nomination de l'ooni en décembre 1980, l'alaafin avait été nommé

par le régime de Mohammed Obasanjo chancelier de l'Université de Sokoto, et désigné comme membre du Conseil national des États à la fin des années soixante-dix.

définitivement leur crédibilité politique, non seulement dans l'État d'Oyo, mais aussi dans l'ensemble de la région (9).

Le soutien le plus décisif apporté à l'alaafin est venu de M.K.O. Abiola, natif de Gbagura dans la division egba de l'État d'Ogun, et l'un des hommes les plus fortunés et les plus influents du Nigeria. Puisque l'alaafin ne disposait pas de l'énorme fortune et du réseau politique étendu de l'ooni, son rival, c'est Abiola qui a fourni les ressources nécessaires à l'extension du prestige de l'alaafin dans la région et dans tout le pays. Par exemple, lors du conflit entre l'alaafin et l'ooni pour la présidence du conseil des obas (*State Council of Obas*), Abiola a apporté son soutien moral en faveur de l'alaafin et de ses alliés par le biais de son quotidien, le *National Concord*, et de ses hebdomadaires.

La course à la reconnaissance et à la suprématie entre l'alaafin et l'ooni ont montré à quel point les titres de chefferie confèrent aux chefs traditionnels un outil efficace lorsqu'il s'agit de constituer à l'échelle du pays des réseaux étendus d'individus ou de groupes influents. Comme l'a souligné S. Barnes, les titres de chefferie ne sont pas des « coquilles vides marquant simplement le statut social, mais des ressources qui peuvent être utilisées avec profit pour l'avancement de qui les détient, ou la quête du pouvoir politique ». (10) En effet, dans la plupart des régions du Nigeria, où les valeurs traditionnelles continuent de jouer un rôle important dans la vie quotidienne d'un grand nombre de gens, les titres de chefferie restent perçus par la majorité comme l'expression d'un statut social.

La position dominante dont disposent dans les coulisses du pouvoir certains groupes privilégiés de chefs traditionnels peut aussi être perçue à travers le rôle collectif et individuel qu'ils jouent dans le secteur commercial du pays. Déjà au début des années soixante, un livre blanc rédigé par le gouvernement du NPC de sir Ahmadu Bello à propos de la réorganisation de la *Northern Nigeria Development Corporation* faisait apparaître comment des émirs et des membres du conseil des émirats avaient profité de leur position pour obtenir des prêts de cette entreprise publique. Plus récemment, plusieurs chefs traditionnels en vue se sont directement impliqués dans les entreprises commerciales du pays, soit à travers leurs groupes d'affaires personnels, soit par le biais de postes de direction dans les filiales de compagnies multinationales travaillant dans le pays. Citons, par exemple, dans les États du Nord : l'émir de Kano, directeur de la *BEWAC Ltd* ; l'émir de Zaria, directeur de l'*Uni-*

(9) Parmi ceux des obas qui soutenaient l'alaafin figuraient l'olubadan d'Ibadan, le shoun d'Ogbomoshu, et l'owa Obokun de l'Ijeshaland.

(10) Sandra T. Barnes, *Patron and Power : Creating a Political Community in Metropolitan Lagos*, Manchester, Manchester University Press, 1986, p. 117.

ted African Company ; l'émir de Fika, directeur de la *Hoechst-Nigeria Ltd* ; L'etsu Nupe, directeur de *Henkels Chemicals* ; et l'émir d'Ilorin, directeur de la *Glauber Enterprises*, impliquée en 1984 dans le transfert illégal de la somme colossale de 98 millions de nairas. Les chefs traditionnels influents dans les États du Sud sont tout aussi présents aux postes de direction d'entreprises multinationales. L'ooni d'Ifé, indépendamment de son empire financier privé, se trouve par exemple être le directeur actuel de la filiale de la multinationale française *Dégremont* ; l'obi d'Onitsha est directeur de la filiale nigériane d'une compagnie pétrolière américaine, le géant *Mobil*. Enfin, l'eson de Warri, Nelson Asigbaro Nene-Afejuku, ex-premier vice-président de l'Association fédérale nigériane des chambres de commerce, d'industrie, des mines et de l'agriculture, figure actuellement à la tête d'au moins cinq grands groupes d'intérêts commerciaux du pays : *Warri Associated Merchants*, *Rediffusion*, *Ben-del Insurance*, *Apapa Chemicals* et *Lennard Nigeria Ltd* (11).

Reconstitution de solidarités régionales ?

Malgré l'interdiction des partis politiques par les deux gouvernements militaires successifs des généraux Buhari et Babangida, les conglomerats politiques demeurent dans le pays et ont essayé de ranimer les clivages partisans de la première République, qui se sont perpétués sous la seconde. Loin d'être totalement suspendues, les activités partisans se sont exprimées sous des formes indirectes, voire clandestines. Ces activités ont pris la forme d'organisations essentiellement socioculturelles aux contours imprécis, reposant sur des bases régionales évocatrices de l'*Egbe Omo Oduduwa*, de l'*Igbo State Union* ou du *Northern Cultural Group* des années quarante et cinquante. Les associations actuelles représentent, en général, des intérêts sectoriels et possèdent toutes les caractéristiques inhérentes à des structures destinées à préfigurer des partis.

Les chefs traditionnels les plus importants ont fourni les bases culturelles sur lesquelles ces organisations se sont établies. En effet, elles ont été favorablement accueillies par le gouvernement du général Buhari, qui, après s'être mis à dos plusieurs groupes d'intérêt influents, avait vu dans les chefs traditionnels « un moyen indirect de mobilisation et d'encouragement par la base ». Ceci n'a fait qu'inciter les chefs traditionnels à s'impliquer directement dans le jeu politique. C'est ainsi que, encouragés par l'esprit de rapprochement émanant de Dodan Barracks (siège du gouvernement mili-

(11) *Who's who in Nigeria*, Lagos, Daily Times, 1983.

taire), les chefs traditionnels ont envoyé une délégation de quatre représentants, dirigés par l'ooni d'Ife, auquel s'était joint l'émir de Kano, porter une liste de conseils au nouveau gouvernement. Parmi celles-ci figurait un appel à l'établissement d'une « tradi-démocratie » : c'est-à-dire d'un nouvel ordre politique qui reposerait sur les institutions originales des diverses communautés du pays (12).

Les relations des chefs traditionnels avec le nouveau gouvernement militaire sont alors devenues si cordiales que le chef de l'État déclarait, en mars 1985, que l'objectif de son gouvernement coïncidait avec les principes de justice que le système traditionnel personnifiait (13). Par conséquent, il n'est guère surprenant que le régime de Buhari ait pris des mesures politiques visant à renforcer le statut des chefs traditionnels dans la vie publique. Cette démarche politique a trouvé son expression la plus immédiate dans l'administration locale, où le gouvernement a établi en juillet 1984 un Comité national de révision du pouvoir local (*National Committee on the Review of Local Government*) présidé par le baraden de Sokoto, Alhaji Ibrahim Dasuki. Alors que les « Recommandations sur le pouvoir local » de 1976 avaient sérieusement écarté les chefs traditionnels du gouvernement des collectivités locales, la commission Dasuki a encouragé leur intégration au système et la mise à leur disposition de larges pouvoirs dans les nouvelles structures de gouvernement local. À leur tour, les principaux chefs traditionnels ont immédiatement montré dans tout le pays qu'ils coopéraient avec le nouveau gouvernement militaire en rendant des visites de courtoisie aux gouverneurs militaires de leurs États. Même le sultan de Sokoto, qui avait auparavant exprimé son désaccord avec le coup d'État, et en particulier avec le sort réservé au président exclu, Shagari, a accordé publiquement son soutien à Buhari fin mars 1985 (14).

Le coup d'État du général Babangida en août 1985 et son opposition initiale à tout ce qu'avait entrepris son prédécesseur — y compris sa politique « néo-traditionaliste » — n'ont pu interrompre l'engagement direct des chefs traditionnels dans la vie politique locale nationale et régionale (15). Certes, le régime de Babangida a décidé des mesures politiques qui réduisent sérieusement l'autorité et le prestige des chefs traditionnels. Il a refusé — conformément aux recommandations du Bureau politique — d'accorder un rôle exécutif aux chefs traditionnels dans le gouvernement civil prévu pour 1992. Le régime Babangida est allé jusqu'à les humilier en décla-

(12) *Africa Now*, mars 1984.

(13) *Ibid.*

(14) *Africa Confidential*, 10 avril 1985.

(15) William F.S. Miles, « Partitioned

Royalty : the Evolution of Hausa Chiefs in Nigeria and Niger », *The Journal of Modern African Studies*, 25 (2), 1985, p. 249.

rant, le 8 mars 1988, qu'ils devraient informer les présidents du gouvernement des collectivités locales avant de voyager en dehors des limites de leur région. Pourtant, les chefs traditionnels continuent à se faire entendre et à manifester leur présence dans les initiatives politiques qui caractérisent actuellement le pays. Leur méthode de pénétration indirecte du politique en période de régime militaire se traduit par leur participation aux problèmes régionaux et nationaux importants, et la formation d'alliances avec les personnes influentes et les groupes politiques puissants dans les divers secteurs du pays. Les alliances politiques ainsi élaborées ont été structurées sous la forme d'organisations régionales et ethniques à bases socioculturelles, au sein desquelles les chefs traditionnels importants sont censés jouer un rôle capital. L'une de ces organisations est le Comité des anciens des dix États du Nord, qui s'est réuni à Lugard Hall (Kaduna) le 6 juin 1987. Les organisateurs de cette rencontre ont promptement fait remarquer que cet organisme — qui était dominé par d'importants dirigeants des partis interdits, le NPC (*Northern People's Congress*) et le NPN, ainsi que par certains émirs de renom — s'était constitué pour promouvoir la tolérance religieuse et l'harmonie, après la vague d'émeutes religieuses qui venait de se produire dans plusieurs villes du Nord, en mars 1987. Mais cette justification de l'organisation fut immédiatement perçue par d'autres Nigériens, en particulier ceux non originaires du Nord, comme un écran de fumée destiné à voiler le spectre toujours présent d'une vie politique dominée par les partis et l'hégémonie du Nord. Bien que leurs opposants potentiels aient naturellement tendance à soupçonner les « Anciens du Nord » d'avoir des préoccupations politiques suspectes, les membres du groupe qui s'est ainsi autoproclamé ne peuvent guère nier que sa formation avait toutes les apparences d'un parti politique. Pour une organisation conçue pour résoudre le problème complexe de l'intolérance religieuse et de la violence dans les collectivités locales, l'éventail de ses membres se trouve être singulièrement restreint, faisant réapparaître l'habituelle alliance NPC-NPN avec les émirs, qui a dominé la vie politique du Nord et, pourrait-on dire, de tout le Nigeria depuis l'indépendance. Dans ces conditions, la rencontre de juin 1987 à Kaduna est généralement interprétée comme une entreprise menée par les groupes constitutifs du bloc de pouvoir nordiste afin de normaliser leurs relations et de se regrouper en vue du prochain gouvernement civil.

En outre, on a suggéré que cette rencontre au sommet a permis aux émirs, qui ont subi de sévères revers sous le régime de Babangida, de montrer leur force tout en signifiant aux autorités militaires leur importance au regard des constructions en cours (16).

(16) *West Africa*, 20 juillet 1987.

Quelques mois auparavant, au début de septembre 1986, un autre groupe, composé de 48 chefs et émirs importants, avait exprimé ses exigences, plus directement, et de manière encore plus significative. Ils avaient sollicité du gouvernement militaire fédéral l'abolition des États et la remise en place des structures provinciales qui existaient à l'époque coloniale, où les autorités des collectivités locales disposaient de larges pouvoirs et d'une plus grande autonomie par rapport au gouvernement central (17).

Début 1987, d'anciens hommes politiques et d'éminents chefs traditionnels des États de l'Est (Anambra, Imo, Rivières et Cross River) ont apparemment pris modèle sur les « anciens du Nord », et formé un « Groupe de solidarité de l'Est » (*Eastern Solidarity Group*) chargé de promouvoir les « intérêts de l'Est » et d'encourager un sentiment d'unité parmi les différents groupes dirigeants. En juillet de la même année, 50 chefs traditionnels, ex-politiciens et hommes d'affaires des États d'Anambra et d'Imo, se sont rencontrés à Enugu, au domicile du chef Akanu Ibiam, gouverneur de l'ex-région de l'Est sous la première République. La réunion, qui avait reçu un « nom de code », *Ohe n'Eze Igbo* (Pour le peuple et les rois), a été l'occasion, pour les leaders qui s'étaient ainsi cooptés, de réagir d'une seule voix aux décisions prises par le gouvernement fédéral sur la base des recommandations du Bureau politique en faveur de la création d'un plus grand nombre d'États. Qui plus est, l'idée que les chefs du Sud devraient se rencontrer sur un ordre du jour quelconque, tout comme l'avait fait le Comité des « Anciens du Nord » au début de l'année, a été également évoquée (18).

Afin de compléter la structure tripolaire sur laquelle la vie politique du Nigeria a été fondée, quelques obas yorouba et des ex-politiciens ont inauguré, après plusieurs semaines de préparation intense, une association pan-ethnique, l'*Egbe Ilosiwaju Yoruba* (« Mouvement progressiste yorouba »), à Akure en avril 1988. Le mouvement, suscité par la création des autres organisations régionales de solidarité, mais aussi par la mort brutale du dirigeant yorouba Awolowo, en mai 1987, visait à forger un sentiment d'unité parmi les groupes politiques établis dans la région. Pour les organisateurs, il n'y avait qu'un seul moyen pour que les intérêts des Yorouba soient pris en compte : qu'ils oublient leurs différences, resserrent les rangs et créent une organisation puissante. Le mouvement, conçu initialement à Ibadan en octobre 1987, s'est traduit par une conférence qui a duré trois jours et fut soutenue par d'importants obas, d'ex-politiciens et des hommes d'affaires yorouba, tous présents malgré leurs différentes affiliations politiques. Le soutien accordé par les obas au mouvement s'est également manifesté

(17) *West Africa*, 29 septembre 1981.(18) *West Africa*, 20 juillet 1987.

lors d'une seconde rencontre des obas des États d'expression yorouba, en février 1988. A cette réunion, les obas ont décidé, entre autres choses, de promouvoir l'unité de leur peuple et de se rallier autour de toute personnalité yorouba disposée à présenter sa candidature au niveau national. Il a également été convenu de mettre fin aux conflits personnels et de groupes entre les dirigeants yorouba et leurs communautés — puisque, selon les obas, « personne ne jette son propre enfant dans la pente pour laisser les autres le piétiner, aussi têtue soit-il ». La réunion de février 1988 a établi officiellement un secrétariat, présidé par l'ooni d'Ife, et coordonné par l'ancien gouverneur militaire de l'ex-État de l'Ouest, le major général Adeyinka Adebayo (19). Finalement, lors d'une troisième rencontre à Akure, les dirigeants les plus influents du mouvement ont fortement préconisé l'adoption d'une approche politique, dans la perspective d'un futur gouvernement civil. Tout comme l'*Egbe Omo Oduduwa* et l'*Action Group* avaient été étroitement liés au début des années cinquante (20), ils ont considéré leur nouvelle association comme le mouvement précurseur d'un parti à base ethnique dans le futur gouvernement civil. Faisant référence à cette mission politique, l'un des dirigeants a d'ailleurs fait remarquer : « Nous ne voulons pas être surpris en plein sommeil lorsque le rideau se lèvera », en 1992 (21).

Pour sa part, l'ooni d'Ife, dans son message au rassemblement, a tout aussi fortement adjuré les participants de mettre de l'ordre chez eux dans la perspective de 1992. L'ooni, dans un discours lu par l'eleruwa d'Eruwa (Oba Bolanle Olaniyani), a pris la responsabilité d'affirmer, au nom de tous les obas, que, « au niveau des obas yorouba, l'unité de tous les Yorouba sera notre principal objectif » (22).

Malgré l'attention accordée par les médias à l'inauguration de l'*Egbe Ilosiwaju Yoruba*, et le déploiement coloré d'innombrables notables yorouba, ce mouvement n'a guère atteint son objectif premier, à savoir la résolution des divisions politiques au sein de la région. La liste des participants aux trois rassemblements révèle l'absence d'anciens politiciens yorouba NPN, comme l'ex-gouverneur NPN de l'État d'Oyo, ou le politicien milliardaire Abiola. En outre, les alliés de ces derniers parmi les obas (l'alaafin, l'olubadan et le shun), qui avaient contesté les prétentions de l'ooni à devenir seul président du Conseil des obas de l'État d'Oyo, sont très visiblement restés à l'écart de ces réunions. En conséquence, le mouve-

(19) *The Nigerian Economist*, 27 avril 1988.

Princeton University Press, 1963, pp. 67-69 et 102-105.

(20) Pour une analyse détaillée, voir : Sklar, *Nigerian Political Parties*, Princeton,

(21) *The Nigerian Economist*, 27 avril 1988.

(22) *National Concord*, 7 avril 1988.

ment a été principalement dominé par les obas pro-ooni et les partisans de feu Awolowo. Ainsi donc, il apparaît clairement que, dans chacune des trois anciennes « régions », des chefs traditionnels en vue ne se sont pas seulement fortement engagés sur des questions politiques d'actualité ; ils ont aussi mis sur pied des fondations non officielles sur lesquelles les futurs partis politiques pourraient très bien être établis.

*
* *

Les tendances actuellement observables au Nigeria montrent comment l'« autorité traditionnelle » peut être renforcée par une combinaison d'éléments économiques et politiques. Certes, il est évident que les chefs traditionnels demeurent les gardiens de coutumes qui suscitent l'attachement et sont les représentants les plus visibles des communautés locales : ils jouissent à ce titre d'une influence considérable dans la masse de la population. Toutefois, des changements d'optique dans les domaines politiques et économiques n'en ont pas moins empiété sur leur statut dans la vie politique locale, régionale et nationale. En bref, comme cela a été le cas dans d'autres secteurs de la classe dirigeante, les exigences économiques et politiques modernes sont devenues déterminantes pour le statut et l'influence des chefs traditionnels dans tous les champs de la vie politique et sociale. Alors que tradition et coutumes peuvent très bien conférer aux autorités traditionnelles une légitimité et une acceptation instantanées dans les communautés locales, il est très improbable que, dans l'organisation politique actuelle, ces mêmes facteurs parviennent à promouvoir le statut individuel des chefs traditionnels, voire simplement soutenir leur position particulière. Néanmoins, bien qu'ils aient été écartés des fonctions politiques officielles, leur accès à la fortune et à un réseau d'alliés politiques influents, le rôle fondamental qu'ils jouent dans l'évolution des clivages politiques ainsi qu'une manipulation soigneuse, et parfois pleine d'imagination, de la tradition ont conféré à ce groupe de dirigeants traditionnels un rôle bien visible dans la vie politique locale, régionale et nationale.

Traduit de l'anglais
par Hélène Dufau

Olufemi Vaughn
St Antony's College, Oxford